

FEVIA Wallonie	Anne REUL	Patrick SCHIFFLERS
SCAR- FEGRA	Eric WALIN	Gisèle FICHEFET
<b>Verenigingen van de sector distributie</b>	<b>Gewoon lid</b>	<b>Plaatsvervangend lid</b>
COMEOS - APLSIA	Sophie COMPERE	Benoît KENNES
<b>Civiele consumentenverenigingen</b>	<b>Gewone leden</b>	<b>Plaatsvervangende leden</b>
AB-REOC	Bert STEVENS	Jan VELGHE
ACRF	Marianne MOTTET	Daisy HERMAN
<b>Verenigingen voor leefmilieubescherming</b>	<b>Gewoon lid</b>	<b>Plaatsvervangend lid</b>
CANOPEA	Anne-Laure GEBOES	Agathe DEFOURNY

**Art. 2.** De mandaten worden voor drie jaar toegekend vanaf 15 mei 2023.

**Art. 3.** Een afschrift van dit besluit wordt aan de leden van het College overgemaakt.

**Art. 4.** Dit besluit treedt in werking de dag waarop het in het *Belgisch Staatsblad* bekendgemaakt wordt.

Namen, 13 juli 2023.

Voor de Regering,  
De Minister-President,  
E. DI RUPO

De Minister van Economie, Buitenlandse Handel, Onderzoek, Innovatie, Digitale Technologieën,  
Ruimtelijke Ordening, Landbouw, het "IFAPME", en de Vaardigheidscentra,  
W. BORSUS

## SERVICE PUBLIC DE WALLONIE

[C – 2023/44870]

### 23 JUIJN 2023. — Arrêté du Gouvernement wallon portant dispositions diverses en matière de fonction publique

Le Gouvernement wallon,

Vu la loi spéciale du 8 août 1980 de réformes institutionnelles, l'article 87, § 3, remplacé par la loi spéciale du 8 août 1988 et modifié par la loi spéciale du 6 janvier 2014 ;

Vu l'arrêté du Gouvernement wallon du 18 décembre 2003 relatif aux conditions d'engagement et à la situation administrative et pécuniaire de membres du personnel contractuel ;

Vu l'arrêté du Gouvernement wallon du 18 décembre 2003 portant le Code de la Fonction publique wallonne ;

Vu les avis de l'Inspecteur des Finances, donnés le 28 novembre 2022 et le 13 février 2023 ;

Vu l'accord du Ministre du Budget, donné le 17 mars 2023 ;

Vu l'accord de la Ministre de la Fonction publique, donné le 17 mars 2023 ;

Vu le rapport du 26 janvier 2023, établi en application de l'article 3, 2°, du décret du 11 avril 2014 visant à la mise en œuvre des résolutions de la Conférence des Nations unies sur les femmes à Pékin de septembre 1995 et intégrant la dimension du genre dans l'ensemble des politiques régionales ;

Vu le protocole n° 840 du comité de secteur XVI, établi le 28 avril 2023 ;

Vu la demande d'avis dans un délai de 30 jours, adressée au Conseil d'État le 4 mai 2023, en application de l'article 84, § 1<sup>er</sup>, alinéa 1<sup>er</sup>, 2°, des lois sur le Conseil d'État, coordonnées le 12 janvier 1973 ;

Considérant l'absence de communication de l'avis dans ce délai ;

Vu l'article 84, § 4, alinéa 2, des lois sur le Conseil d'État, coordonnées le 12 janvier 1973 ;

Considérant que ne pas accorder la possibilité de maintien en activité au-delà de l'âge légal de la retraite à tous les contractuels crée une différence de traitement ;

Considérant qu'une telle possibilité peut être accordée à tous les contractuels, sans distinction au sein de leur catégorie, pour autant que le maintien en activité n'excède pas le terme naturel des contrats de travail en cours ;

Considérant la volonté de remplacer, dans le Code de la Fonction publique wallonne, toute référence à l'âge de 65 ans par un terme plus générique ;

Considérant l'arrêté du Gouvernement wallon du 4 avril 2019 modifiant diverses dispositions relatives à la fonction publique wallonne en vue d'accorder les effets pécuniaires de certaines promotions aux membres du personnel contractuel et de leur rendre applicable le régime de la promotion par accession au niveau supérieur, entré en vigueur le 1<sup>er</sup> juin 2019 ;

Considérant que cet arrêté a, notamment, modifié l'article 8, alinéa 2, de l'arrêté du Gouvernement wallon du 18 décembre 2003 relatif aux conditions d'engagement et à la situation administrative et pécuniaire des membres du personnel contractuel afin que les membres du personnel contractuel bénéficient, dans les mêmes conditions que les agents statutaires, des effets pécuniaires des promotions visées aux articles 49 et 56 ;

Considérant que l'article 288bis du Code de la Fonction publique wallonne n'a, en parallèle, pas été modifié afin d'étendre le bénéfice des deuxièmes promotions aux stagiaires, dans le même sens que l'article 8 précité ;

Considérant dès lors qu'il convient de modifier l'article 288bis du Code de la Fonction publique wallonne et d'y appliquer un effet rétroactif au 1<sup>er</sup> juin 2019, date d'entrée en vigueur de l'article 8, alinéa 2, modifié de l'arrêté du Gouvernement wallon du 18 décembre 2003 relatif aux conditions d'engagement et à la situation administrative et pécuniaire des membres du personnel contractuel ;

Considérant qu'en pratique, les chèques-repas et l'indemnité télétravail des agents mis à disposition de l'Inspection des Finances ou du Service social des services du Gouvernement wallon sont octroyés par le Service public de Wallonie ;

Considérant qu'il convient ainsi de modifier l'article 445 du Code de la Fonction publique wallonne afin d'y préciser que, pour ces agents mis à disposition, les chèques-repas et l'indemnité de télétravail restent à charge du budget du service d'origine ;

Sur la proposition de la Ministre de la Fonction publique ;

Après délibération,

Arrête :

**Article 1<sup>er</sup>.** Dans l'arrêté du Gouvernement wallon du 18 décembre 2003 relatif aux conditions d'engagement et à la situation administrative et pécuniaire des membres du personnel contractuel, il est inséré un chapitre VII quater, comportant l'article 12octies, rédigé comme suit :

« CHAPITRE VII quater. - Du maintien en activité

Art. 12octies. L'article 229bis de l'arrêté du Gouvernement wallon du 18 décembre 2003 portant le Code de la Fonction publique wallonne est applicable aux membres du personnel contractuels visés par le présent arrêté.

Pour déterminer l'autorité compétente pour autoriser le maintien en activité, il sera tenu compte de l'échelle barémique dont bénéficie le membre du personnel contractuel, de la fonction exercée et de l'emploi occupé.

Le maintien en activité ne peut pas excéder la durée du contrat de travail en cours. ».

**Art. 2.** Dans l'article 229bis de l'arrêté du Gouvernement wallon du 18 décembre 2003 portant le Code de la Fonction publique wallonne, inséré par l'arrêté du Gouvernement wallon du 30 avril 2014 et modifié en dernier lieu par l'arrêté du Gouvernement wallon du 2 septembre 2021, les mots « de 65 ans » sont chaque fois remplacés par les mots « légal de la retraite ».

**Art. 3.** Dans l'article 288bis du même arrêté, inséré par l'arrêté du Gouvernement wallon du 18 octobre 2012, les mots « 49, 56, § 1<sup>er</sup>, alinéa 1<sup>er</sup>, et, en ce qui concerne le niveau A, 56, § 2 » sont remplacés par les mots « 49 et 56 ».

**Art. 4.** Dans l'article 445, paragraphe 2, du même arrêté, un alinéa rédigé comme suit est inséré entre les alinéas 1 et 2 :

« Les chèques-repas et l'indemnité de télétravail de l'agent mis à disposition restent également à charge du budget de son service d'origine. ».

**Art. 5.** Le présent arrêté entre en vigueur le premier jour du mois qui suit l'expiration d'un délai de dix jours prenant cours le jour suivant sa publication au *Moniteur belge*.

Par dérogation à l'alinéa 1<sup>er</sup>, l'article 3 du présent arrêté produit ses effets le 1<sup>er</sup> juin 2019.

**Art. 6.** La Ministre de la Fonction publique est chargée de l'exécution du présent arrêté.

Namur, le 23 juin 2023.

Pour le Gouvernement,

Le Ministre-Président,

E. DI RUPO

La Ministre de la Fonction publique, de l'Informatique, de la Simplification administrative, en charge des allocations familiales, du Tourisme, du Patrimoine et de la Sécurité routière,

V. DE BUE

## ÜBERSETZUNG

### ÖFFENTLICHER DIENST DER WALLONIE

[C – 2023/44870]

#### 23. JUNI 2023 — Erlass der Wallonischen Regierung mit verschiedenen Bestimmungen im Bereich des öffentlichen Dienstes

Die Wallonische Regierung,

Aufgrund des Sondergesetzes vom 8. August 1980 zur Reform der Institutionen, Artikel 87 § 3, ersetzt durch das Sondergesetz vom 8. August 1988 und abgeändert durch das Sondergesetz vom 6. Januar 2014;

Aufgrund des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 18. Dezember 2003 über die Anstellungsbedingungen und die Verwaltungs- und Besoldungslage der vertraglichen Personalmitglieder;

Aufgrund des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 18. Dezember 2003 zur Festlegung des Kodex des wallonischen öffentlichen Dienstes;

Aufgrund der am 28. November 2022 und am 13. Februar 2023 abgegebenen Gutachten der Finanzinspektion;

Aufgrund des am 17. März 2023 gegebenen Einverständnisses des Ministers des Haushalts;

Aufgrund des am 17. März 2023 gegebenen Einverständnisses der Ministerin für den Öffentlichen Dienst;

Aufgrund des Berichts vom 26. Januar 2023, der in Anwendung von Artikel 3 Ziffer 2 des Dekrets vom 11. April 2014 zur Umsetzung der Resolutionen der im September 1995 in Peking organisierten Weltfrauenkonferenz der Vereinten Nationen und zur Integration des Gender Mainstreaming in allen regionalen politischen Vorhaben erstellt wurde;

Aufgrund des am 28. April 2023 aufgestellten Protokolls Nr. 840 des Sektorenausschusses Nr. XVI;

Aufgrund des am 4. Mai 2023 beim Staatsrat in Anwendung von Artikel 84 § 1 Absatz 1 Ziffer 2 der am 12. Januar 1973 koordinierten Gesetze über den Staatsrat eingereichten Antrags auf Gutachten innerhalb einer Frist von dreißig Tagen;

In der Erwägung, dass binnen dieser Frist kein Gutachten abgegeben wurde;

Aufgrund des Artikels 84 § 4 Absatz 2 der am 12. Januar 1973 koordinierten Gesetze über den Staatsrat;

In der Erwägung, dass es zu einer Ungleichbehandlung führt, wenn nicht allen Mitgliedern des Vertragspersonals die Möglichkeit eingeräumt wird, über das gesetzliche Rentenalter hinaus im Dienst zu bleiben;

In der Erwägung, dass diese Möglichkeit allen Mitgliedern des Vertragspersonals ohne Unterscheidung innerhalb ihrer Kategorie eingeräumt werden kann, sofern die Weiterbeschäftigung nicht über das natürliche Ende der laufenden Arbeitsverträge hinausgeht;

In der Erwägung, dass im Kodex des wallonischen Öffentlichen Dienstes jeder Verweis auf das Alter von 65 Jahren durch einen allgemeineren Begriff ersetzt werden soll;

In der Erwägung, dass der Erlass der Wallonischen Regierung vom 4. April 2019 zur Abänderung verschiedener Bestimmungen in Bezug auf den wallonischen öffentlichen Dienst, mit dem Ziel, den Vertragspersonalmitgliedern die finanziellen Auswirkungen bestimmter Beförderungen zu gewähren und die Beförderung durch Aufsteigen in die höhere Stufe auf sie anzuwenden, am 1. Juni 2019 in Kraft getreten ist;

In der Erwägung, dass durch diesen Erlass insbesondere Artikel 8 Absatz 2 des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 18. Dezember 2003 über die Anstellungsbedingungen und die Verwaltungs- und Besoldungslage der vertraglichen Personalmitglieder geändert wurde, damit die Mitglieder des Vertragspersonals unter den gleichen Bedingungen wie die statutarischen Bediensteten die finanziellen Auswirkungen der in den Artikeln 49 und 56 genannten Beförderungen erhalten;

In der Erwägung, dass durch Artikel 288bis des Kodex des wallonischen Öffentlichen Dienstes parallel dazu nicht geändert wurde, um die Vorteile der zweiten Beförderungen auf Personalmitglieder auf Probe auszuweiten, und zwar im gleichen Sinne wie der oben genannte Artikel 8;

In Anbetracht dessen, dass Artikel 288bis des Kodex des wallonischen öffentlichen Dienstes geändert werden muss und eine Rückwirkung auf den 1. Juni 2019, dem Datum des Inkrafttretens des geänderten Artikels 8, Absatz 2 des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 18. Dezember 2003 über die Anstellungsbedingungen und die Verwaltungs- und Besoldungslage der vertraglichen Personalmitglieder, anzuwenden ist;

In der Erwägung, dass in der Praxis die Mahlzeitschecks und die Telearbeitszulage der Bediensteten, die der Finanzinspektion oder dem Sozialdienst für die Dienststellen der Wallonischen Regierung zur Verfügung gestellt werden, vom Öffentlichen Dienst der Wallonie gewährt werden;

In Erwägung, dass Artikel 445 des Kodex des wallonischen Öffentlichen Dienstes geändert werden muss, um zu präzisieren, dass für diese zur Verfügung gestellten Bediensteten die Mahlzeitschecks und die Telearbeitszulage aus dem Haushalt der entsendenden Dienststelle gezahlt werden;

Auf Vorschlag der Ministerin für den öffentlichen Dienst;

Nach Beratung,

Beschließt:

**Artikel 1.** In den Erlass der Wallonischen Regierung vom 18. Dezember 2003 über die Anstellungsbedingungen und die Verwaltungs- und Besoldungslage der vertraglichen Personalmitglieder, wird ein Kapitel VIIquater eingefügt, das den Artikel 12octies umfasst:

„KAPITEL VIIquater - Die Aufrechterhaltung der Berufstätigkeit

Art. 12octies. Artikel 229bis des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 18. Dezember 2003 zur Festlegung des Kodex des wallonischen öffentlichen Dienstes ist auf die Mitglieder des Vertragspersonals anwendbar, die unter den vorliegenden Erlass fallen.

Zur Bestimmung der für die Genehmigung der Weiterbeschäftigung zuständigen Behörde werden die Gehaltstabelle, die dem Vertragsbedienstete gewährt wird, die ausgeübte Funktion und die besetzte Stelle berücksichtigt.

Die Weiterbeschäftigung darf nicht über die Dauer des laufenden Arbeitsvertrags hinausgehen.“

**Art. 2.** In Artikel 229bis des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 18. Dezember 2003 zur Festlegung des Kodex des wallonischen öffentlichen Dienstes, eingefügt durch den Erlass der Wallonischen Regierung vom 30. April 2014 und abgeändert durch den Erlass der Wallonischen Regierung vom 2. September 2021 wird die Wortfolge „das Alter von 65 Jahren“ jeweils durch die Wortfolge „das gesetzliche Rentenalter“ ersetzt.

**Art. 3.** In Artikel 228bis desselben Erlasses, eingefügt durch den Erlass der Wallonischen Regierung vom 18. Oktober 2012, wird die Wortfolge „49 und 56, § 1, Absatz 1, 1° sowie, für was die Stufe A betrifft, des Artikels 56, § 2 ersetzt durch die Wortfolge „49 und 56“.

**Art. 4.** In Artikel 445 § 2 desselben Erlasses wird zwischen die Absätze 1 und 2 ein Absatz mit folgendem Wortlaut eingefügt:

„Die Mahlzeitschecks und die Telearbeitszulage des zur Verfügung gestellten Bediensteten gehen ebenfalls weiterhin zu Lasten des Haushalts seiner entsendenden Dienststelle.“

**Art. 5.** Der vorliegende Erlass tritt in Kraft am ersten Tag des Monats nach Ablauf einer zehntägigen Frist beginnend ab dem Tag nach seiner Veröffentlichung im *Belgischen Staatsblatt*.

Abweichend von Absatz 1 wird Artikel 3 dieses Erlasses am 1. Juni 2019 wirksam

**Art. 6.** Die Ministerin für den öffentlichen Dienst wird mit der Durchführung des vorliegenden Erlasses beauftragt.

Namur, den 23. Juni 2023

Für die Regierung

Der Ministerpräsident

E. DI RUPO

Die Ministerin für den öffentlichen Dienst, Datenverarbeitung, administrative Vereinfachung,  
beauftragt mit den Bereichen Kindergeld, Tourismus, Erbe und Verkehrssicherheit

V. DE BUE

## VERTALING

## WAALSE OVERHEIDSDIENST

[C – 2023/44870]

## 23 JUNI 2023. — Besluit van de Waalse Regering houdende verscheidene bepalingen inzake werken bij de overheid

De Waalse Regering,

Gelet op de bijzondere wet van 8 augustus 1980 tot hervorming der instellingen, artikel 87, § 3, vervangen bij de bijzondere wet van 8 augustus 1988 en gewijzigd bij de bijzondere wet van 6 januari 2014;

Gelet op het besluit van de Waalse Regering van 18 december 2003 betreffende de voorwaarden voor de indienstneming en de administratieve en geldelijke toestand van de contractuele personeelsleden;

Gelet op het besluit van de Waalse Regering van 18 december 2003 houdende de Waalse Ambtenarencode;

Gelet op de adviezen van de Inspectie van Financiën, gegeven op 28 november 2022 en 13 februari 2023;

Gelet op de instemming van de Minister van Begroting, gegeven op 17 maart 2023 ;

Gelet op de instemming van de Minister van Ambtenarenzaken, gegeven op 17 maart 2023;

Gelet op het rapport van 26 januari 2023, opgemaakt overeenkomstig artikel 3, 2°, van het decreet van 11 april 2014 houdende uitvoering van de resoluties van de Vrouwenconferentie van de Verenigde Naties die in september 1995 in Peking heeft plaatsgehad en tot integratie van de genderdimensie in het geheel van de gewestelijke beleidslijnen;

Gelet op protocol nr. 840 van Sectorcomité XVI, opgesteld op 28 april 2023;

Gelet op het verzoek om adviesverlening binnen een termijn van 30 dagen, gericht aan de Raad van State op 4 mei 2023 overeenkomstig artikel 84, § 1, eerste lid, 2°, van de wetten op de Raad van State, gecoördineerd op 12 januari 1973;

Gelet op het gebrek aan adviesverlening binnen die termijn;

Gelet op artikel 84, § 4, tweede lid, van de wetten op de Raad van State, gecoördineerd op 12 januari 1973;

Overwegende dat door niet alle contractuele personeelsleden de mogelijkheid te bieden om door te werken na de wettelijke pensioenleeftijd, er een verschil in behandeling ontstaat ;

Overwegende dat een dergelijke mogelijkheid kan worden verleend aan alle contractuele personeelsleden, zonder onderscheid binnen hun categorie, op voorwaarde dat de instandhouding van de activiteit niet langer duurt dan de natuurlijke looptijd van de lopende arbeidsovereenkomsten;

Gelet op de wil om in de Waalse Ambtenarencode elke verwijzing naar de leeftijd van 65 jaar te vervangen door een meer algemene term;

Gelet op het besluit van de Waalse Regering van 4 april 2019 tot wijziging van diverse bepalingen betreffende de Waalse overheidsdiensten om de geldelijke gevolgen van sommige bevorderingen toe te kennen aan de contractuele personeelsleden en de regeling inzake de bevordering door overgang naar het hogere niveau op hen van toepassing te maken, dat in werking is getreden op 1 juni 2019;

Overwegende dat dit besluit met name artikel 8, tweede lid, van het besluit van de Waalse Regering van 18 december 2003 betreffende de voorwaarden voor de indienstneming en de administratieve en geldelijke toestand van de contractuele personeelsleden heeft gewijzigd, zodat de contractuele personeelsleden onder dezelfde voorwaarden als de statutaire personeelsleden in aanmerking komen voor de geldelijke gevolgen van de bevorderingen bedoeld in de artikelen 49 en 56;

Overwegende dat artikel 288bis van de Waalse Ambtenarencode niet tegelijkertijd is gewijzigd om het voordeel van de tweede bevorderingen uit te breiden tot de stagiairs, in dezelfde zin als bovenvermeld artikel 8;

Overwegende derhalve dat artikel 288bis van de Waalse Ambtenarencode moet worden gewijzigd en met terugwerkende kracht moet ingaan op 1 juni 2019, de datum van inwerkingtreding van artikel 8, tweede lid, gewijzigd bij het besluit van de Waalse Regering van 18 december 2003 betreffende voorwaarden voor de indienstneming en de administratieve en geldelijke toestand van de contractuele personeelsleden;

Overwegende dat de maaltijdcheques en de telewerkvergoeding voor de personeelsleden die ter beschikking worden gesteld van de Inspectie van Financiën of van de Sociale dienst van de diensten van de Waalse Regering in de praktijk door de Waalse Overheidsdienst worden toegekend;

Overwegende dat artikel 445 van de Waalse Ambtenarencode bijgevolg moet worden gewijzigd om te specificeren dat maaltijdcheques en telewerkvergoeding voor deze ter beschikking gestelde personeelsleden ten laste blijven van de begroting van de oorspronkelijke dienst;

Op de voordracht van de Minister van Ambtenarenzaken;

Na beraadslaging,

Besluit :

**Artikel 1.** In het besluit van de Waalse Regering van 18 december 2003 betreffende de voorwaarden voor de indienstneming en de administratieve en geldelijke toestand van de contractuele personeelsleden, wordt een hoofdstuk VII quater ingevoegd, dat artikel 12octies bevat, luidend als volgt:

“HOOFDSTUK VII quater. - Aan het werk houden van personeelsleden

Art. 12octies. Artikel 229bis van het besluit van de Waalse Regering van 18 december 2003 houdende de Waalse Ambtenarencode is van toepassing op de contractuele personeelsleden bedoeld bij dit besluit.

Om te bepalen welke bevoegde autoriteit de instandhouding van de activiteit moet toestaan, wordt rekening gehouden met de salarisschaal waaronder het contractuele personeelslid valt, de functie die hij uitoefent en de functie die hij bekleedt.

De instandhouding van de activiteit mag de duur van de lopende arbeidsovereenkomst niet overschrijden. ».

**Art. 2.** In artikel 229bis van het besluit van de Waalse Regering van 18 december 2003 houdende de Waalse Ambtenarencode, ingevoegd bij het besluit van de Waalse Regering van 30 april 2014 en laatst gewijzigd bij het besluit van de Waalse Regering van 2 september 2021, worden de woorden “de leeftijd van 65 jaar” telkens vervangen door de woorden “de wettelijke pensioenleeftijd”.

**Art. 3.** In artikel 288bis van hetzelfde besluit, ingevoegd bij het besluit van de Waalse Regering van 18 oktober 2012, worden de woorden “49, 56, § 1, eerste lid, en, wat betreft het niveau A, 56, § 2” vervangen door de woorden “49 en 56”.

**Art. 4.** In artikel 445, paragraaf 2, van hetzelfde besluit, wordt een lid ingevoegd tussen het eerste lid en het tweede lid, luidend als volgt:

“De maaltijdcheques en de telewerkvergoeding van het ter beschikking gesteld personeelslid blijven ook ten laste van de begroting van de oorspronkelijke dienst. ».

**Art. 5.** Dit besluit treedt in werking op de eerste dag na de maand volgend op het verstrijken van een termijn van tien dagen die begint te lopen op de dag volgend op zijn bekendmaking in het *Belgisch Staatsblad*.

In afwijking van het eerste lid, heeft artikel 3 uitwerking op 1 juni 2019.

**Art. 6.** De Minister van Ambtenarenzaken is belast met de uitvoering van dit besluit.

Namen, 23 juni 2023.

Voor de Regering,  
De Minister-President,  
E. DI RUPO

De Minister van Ambtenarenzaken, Informatica, Administratieve Vereenvoudiging,  
belast met Kinderbijslag, Toerisme, Erfgoed en Verkeersveiligheid,  
V. DE BUE

---

SERVICE PUBLIC DE WALLONIE

[2023/204316]

**SPW Agriculture, Ressources naturelles et Environnement. — Département du Sol et des Déchets. — Direction des Infrastructures de Gestion et de la Politique des Déchets. — Autorisation de transferts transfrontaliers de déchets IT002074**

L'autorité wallonne compétente en matière de transferts transfrontaliers de déchets,

Vu le règlement 1013/2006/CE du Parlement européen et du Conseil du 14 juin 2006 concernant les transferts de déchets;

Vu l'arrêté du Gouvernement wallon du 19 juillet 2007 concernant les transferts de déchets;

Vu la demande d'autorisation de transferts transfrontaliers de déchets, introduite par le notifiant;

Considérant que la demande a été déclarée complète et recevable;

Considérant que les dispositions prévues par les législations précitées sont rencontrées par le demandeur,

Décide :

**Article 1<sup>er</sup>.** L'autorisation de transfert IT002074, de l'Italie vers la Région wallonne, des déchets visés à l'article 2 est accordée.

**Art. 2.** Les déchets visés respectent les caractéristiques suivantes :

Nature des déchets :	Boues séchées de station d'épuration urbaine ROMA EST
Code <sup>(1)</sup> :	190805
Quantité maximale prévue :	2 500 tonnes
Période prévue (demande) :	17/04/2023 - 16/04/2024
Notifiant :	PA SERVICE 39040 CORTACCIA
Centre de traitement :	HOLCIM BELGIQUE 7034 OBOURG

Namur, le 16 mars 2023.

<sup>(1)</sup> Arrêté du Gouvernement wallon du 10 juillet 1997 établissant un catalogue des déchets, tel que modifié.

---

SERVICE PUBLIC DE WALLONIE

[2023/204317]

**SPW Agriculture, Ressources naturelles et Environnement. — Département du Sol et des Déchets. — Direction des Infrastructures de Gestion et de la Politique des Déchets. — Autorisation de transferts transfrontaliers de déchets IT026561**

L'autorité wallonne compétente en matière de transferts transfrontaliers de déchets,

Vu le règlement 1013/2006/CE du Parlement européen et du Conseil du 14 juin 2006 concernant les transferts de déchets;

Vu l'arrêté du Gouvernement wallon du 19 juillet 2007 concernant les transferts de déchets;

Vu la demande d'autorisation de transferts transfrontaliers de déchets, introduite par le notifiant;

Considérant que la demande a été déclarée complète et recevable;